



## Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

### Semaine du 14 octobre 2024

#### EN RÉSUMÉ

##### Nominations

Véronique Chenail et Martin Trelcat ont été nommés directeurs adjoints du cabinet de Mme Geneviève Darrieussecq, ministre de la Santé et de l'Accès aux soins.

Andréa Khoshkhou, jusqu'alors cheffe de cabinet de Fadila Khattabi, au ministère délégué chargé des Personnes âgées et des Personnes handicapées, rejoint la délégation interministérielle aux troubles du neurodéveloppement.

Giuliano de Franchis, jusqu'alors conseiller technique chargé du marché du travail, de l'assurance chômage, de l'emploi des seniors et de l'insertion, au cabinet de Catherine Vautrin au ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités, ancien collaborateur de Jean-Christophe Combe et Olivier Dussopt, est nommé conseiller chargé de la protection sociale et de l'assurance chômage.

Gaëlle Feukeu, directrice d'hôpital, jusqu'alors directrice des ressources humaines de l'Hôpital NOVO, est nommée conseillère chargée de la fonction publique hospitalière, et de la simplification des démarches dans la santé et le handicap, au sein du cabinet de Guillaume Kasbarian, ministre de la Fonction publique, de la Simplification et de la Transformation de l'action publique.

Denis Foussier, jusqu'alors administrateur au pôle santé du service de la commission des Affaires sociales du Sénat, est nommé conseiller santé, solidarités et travail au sein du cabinet de Marie-Claire Carrere-Gee, ministre déléguée chargée de la Coordination gouvernementale.

Vincent-Nicolas Delpéch, jusqu'alors directeur du GHU AP-HP Nord-Université Paris Cité, ancien directeur de l'hôpital Necker-Enfants malades, est nommé directeur général du CHU de Bordeaux.

#### INFOS ET CHIFFRES CLÉS

**PLFSS** – La commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale a examiné le PLFSS pour 2025, avec des préoccupations sur le déficit croissant et la viabilité des comptes sociaux. Le gouvernement propose des mesures d'économie, notamment une réduction des dépenses de santé et une refonte des allègements de cotisations sociales, visant à maîtriser le déficit. Les députés ont exprimé des doutes sur la capacité du Gouvernement à redresser les finances, notamment concernant la hausse des cotisations patronales et l'impact potentiel sur l'emploi. Des discussions ont également porté sur le ticket modérateur, les économies dans les hôpitaux et les réformes nécessaires pour soutenir les services publics et les collectivités locales.

**Budget 2025** – La commission des Finances de l'Assemblée nationale a examiné le projet de loi de finances 2025, se concentrant sur la contribution différentielle pour les hauts revenus, visant les ménages les plus fortunés avec un taux d'imposition inférieur à 20%. Un amendement du rapporteur général Charles de Courson, soutenu par plusieurs groupes, simplifie le calcul de cette contribution pour limiter l'optimisation fiscale et garantir son application dès 250 000 euros de revenu fiscal de référence. La commission a également voté en faveur de la pérennisation de ce dispositif au-delà des trois années initialement prévues.

**Aide médicale d'État** – Le Gouvernement a décidé de geler les crédits de l'aide médicale d'État pour 2025, revenant sur sa décision initiale d'augmenter le budget de cette aide. Un amendement sera déposé pour que les dépenses de l'AME restent stables à 1,3 milliards d'euros, après une prévision de hausse de 8%. Le ministre du Budget, Laurent Saint-Martin, a affirmé que l'AME resterait un enjeu de santé publique tout en cherchant à mieux maîtriser les dépenses. Par ailleurs, des discussions sont en cours pour une réforme de l'AME, potentiellement la remplacer par une aide d'urgence plus limitée.